

Dmitriï Rogozine : « J'aurais sans doute envoyé nos troupes prendre Tbilissi »



Daria Gissot • 6 années ago • [Société](#) • [Afghanistan](#), [Dmitri Rogozine](#), [OTAN](#), [T...](#)

[Dmitriï Rogozine](#), représentant de la Russie auprès de l'OTAN, a la réputation d'être – pour rester poli – un perturbateur. Parole franche et attitudes rustres, on imagine l'homme inaccessible, entouré de gardes du corps et cloîtré derrière une porte blindée du siège de l'Alliance. Eh bien, non. Rogozine confie ne pas supporter les gardes du corps, préférer sa moto aux limousines de fonction et écouter de la balalaïka à ses heures perdues. Il réside à Bruxelles, quartier chic et élégante villa à l'ombre des acacias où nous venons l'interviewer sur la complexité des relations Russie-OTAN.

Le Courrier de Russie : Il y a deux ans, la Russie envoyait ses troupes sur le territoire géorgien et reconnaissait l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Qu'auriez-vous fait si vous aviez été, lors du déclenchement du conflit, aux commandes du pays ?

Dmitriï Rogozine : J'aurais sans doute envoyé nos troupes prendre Tbilissi et fait déférer Saakachvili devant un tribunal. Heureusement, nos dirigeants se sont révélés plus intelligents que les diplomates dans mon genre ! Ils ont préféré la mesure à la vengeance. Qui est un plat qui se mange froid, dit-on. Un peu comme le gaspacho. Personnellement, je préfère le borchotch...

Saakachvili ne s'est pas contenté d'attaquer l'Ossétie du Sud : il a également fait tirer sur des soldats russes chargés du maintien de la paix. Nous étions contraints de réagir, sans délai et de façon implacable. L'Occident porte aussi sa part de responsabilité dans le déclenchement de ce conflit. Il a encouragé Saakachvili dans ses manigances à l'intérieur, lui faisant miroiter une rapide intégration de la Géorgie à l'OTAN. Fort du soutien occidental, Saakachvili avait les coudées franches pour frapper la Russie.

LCDR : Vous êtes représentant permanent de la Russie auprès de l'OTAN. Quelle stratégie adoptez-vous dans les négociations avec l'Alliance ?

D.R. : Imaginez la situation. Vous êtes une dame et vous vous retrouvez face à un homme qui semble vouloir abuser de vous... Comment l'en empêcher ? Une des possibilités est de l'inviter à danser, et de faire durer la danse aussi longtemps que possible. C'est ce que la Russie est contrainte de faire avec l'OTAN, et c'est la stratégie que j'adopte dans mon activité professionnelle.

Il faut convenir que l'OTAN fait preuve, dans ses agissements, d'un manque évident de maturité politique. Quand j'ai essayé de présenter aux membres de l'Alliance les conclusions du rapport Tagliavini (enquête internationale sur le conflit en Géorgie), ils ont tout simplement refusé de lire le document, passant immédiatement à une autre question. Seules quelques délégations en provenance des pays de l'ex-URSS ont émis des protestations, mais elles n'ont pas été entendues. Cette réaction de mutisme et de déni est, malheureusement, parfaitement caractéristique chez mes collègues de l'Alliance. Pourtant, j'insiste pour que nous poursuivions notre coopération avec l'OTAN même si cette dernière prend systématiquement position contre la Russie. Il faut que nos partenaires comprennent que nous sommes parfaitement sincères dans nos déclarations et prises de position. Et que s'ils continuent de menacer nos intérêts nationaux, la riposte ne se fera pas longtemps attendre. Nous ne nous laisserons pas faire.

Cela dit, nous ne percevons aucune menace du côté de l'Europe. Les Européens ne cherchent aujourd'hui qu'à vivre en paix et dans le confort. Si demain un gouvernement européen tentait d'appeler ses citoyens à faire la guerre contre « l'ours russe », il ne serait pas bien accueilli. Les Européens ne veulent pas faire la guerre, et nous non plus. Notre intérêt réside, bien au contraire, dans le maintien de relations amicales avec l'Europe : faire du commerce, du tourisme, élaborer des projets culturels communs. Avec les États-Unis, la situation est différente. Beaucoup d'Américains continuent de penser qu'il ne doit y avoir que les États-Unis sur la surface du globe et que tout le reste du monde n'est qu'une sorte de malentendu. Dans nos rapports avec ce pays, nous devons constamment affirmer notre puissance et notre amour-propre en tentant de faire comprendre aux Américains qu'ils ne sont pas propriétaires de la notion de liberté.

En acceptant la représentation permanente à l'OTAN, j'avais l'intention très ferme d'inviter mes partenaires occidentaux à une conversation franche et ouverte afin de mettre les points sur les « i ». J'ai rapidement perdu mes illusions et réalisé que les politiciens occidentaux disent une chose, en pensent une autre et en font encore une troisième. J'avais l'impression d'être confronté à des murs vivants qui refusaient de regarder des choses en face.

LCDR : Dans ce contexte tendu, la Russie n'aurait-elle pas plutôt intérêt à renforcer ses liens avec l'Asie ?

D.R. : Il ne s'agit pas de se vexer, ni de tourner le dos à qui que ce soit. Il est important de dialoguer avec tout le monde. Si les Russes ont une connaissance profonde du continent asiatique, il ne faut pas oublier que ses habitants nous perçoivent comme des Européens et non comme faisant partie des leurs. Après la révolution de 1917, beaucoup d'officiers de l'armée blanche ont émigré en Chine. Mais quand Mao Zedong, en 1954, les a autorisés à quitter le territoire, ils sont tous retournés en Russie. Les Russes, pas plus que les Européens, n'ont jamais réussi à trouver leur place dans les sociétés asiatiques. Au cours de leur histoire, les Russes sont parvenus à élargir les frontières de leur territoire au-delà de l'Oural, étendant leur aire d'habitation sur la partie asiatique du monde. Pourtant, même en assimilant des cultures étrangères très diverses, ils sont restés essentiellement Européens. La Russie, forte de sa longue expérience de cohabitation pacifique avec des peuples de toutes origines, pourrait aider une Europe qui, confrontée à l'afflux massif d'immigrés venant du Sud, est en train de se refermer dangereusement sur elle-même.

Certes, les Européens nous perçoivent souvent comme, pour le moins, très spécifiques : ils nous trouvent excessifs, émotifs, parfois agressifs. Mais notre histoire n'a jamais été facile : il nous a fallu résister à des tentatives incessantes de conquête. Et malgré tout cela, nous restons les gardiens de la culture européenne. Dostoïevski disait « L'Europe est aussi précieuse pour un Russe que la Russie ». Pour nous, c'est une évidence. Mais ça ne l'est pas encore pour nos voisins européens. Notre tâche est de tenter de les en convaincre. D'ailleurs, nos compatriotes vivant à l'étranger pourraient, à mon sens, y participer avec plus de zèle.

LCDR : La communauté internationale est inquiète face à la situation en Iran, craignant le développement d'un nouveau conflit. Quelle est la position de la Russie – qui a, dans le

passé, soutenu l'Iran, mais adopté récemment des sanctions contre ce pays – sur ces questions ?

D.R. : La Russie s'opposera fermement à toute action militaire en Iran. Ce pays est notre voisin et nous ne voulons pas d'une guerre à nos frontières. Il faut garder en mémoire le fait que l'Iran n'est pas loin du Caucase, région qui, en cas de conflit armé, pourrait s'embraser facilement. J'estime que la communauté internationale, dans ses négociations avec l'Iran, doit se concentrer sur des mesures politiques et économiques, et exclure le recours à la force. Le comportement des dirigeants iraniens, pour le moment, n'y incite pas : il n'est ni violent ni insensé.

Nous savons ce qui s'est passé en Irak, où les Américains, sous prétexte de vouloir supprimer de chimériques armes de destruction massive, ont occupé un pays indépendant. Les Britanniques ont suivi, tels ces petits poissons qui accompagnent les requins dans leur chasse. Les Américains ont brisé l'Irak, comme l'on brise une tasse de porcelaine dont on ne pourra jamais recoller les morceaux. Qui peut garantir qu'une telle situation ne se reproduira pas en cas d'invasion américaine de l'Iran ?

Si la Russie a effectivement approuvé les sanctions, cela ne signifie en aucun cas qu'elle ne soutient plus l'Iran. Ces sanctions visent à faire comprendre au gouvernement iranien qu'il doit tenir parole et rester un partenaire sûr. Nous ne souhaitons pas que Téhéran acquière l'arme nucléaire et, en ce sens, nous sommes solidaires de l'Occident. Cela dit, l'Iran a parfaitement le droit d'utiliser l'énergie atomique à des fins pacifiques. La Russie exerce son contrôle sur le fonctionnement d'une centrale atomique iranienne à Bushehr, ce qui nous permet de veiller à ce que les technologies employées ne soient pas utilisées à des fins militaires. Sur cette question, nous collaborons de façon étroite avec la Chine, membre du Conseil de sécurité, et dressons très régulièrement des bilans de ces contrôles à Pékin et à New York. Nous mettons en place des mécanismes qui doivent empêcher le déclenchement d'une nouvelle guerre à l'heure où les Etats-Unis n'attendent que le premier prétexte pour envoyer leurs troupes en Iran, comme ils l'ont fait en Afghanistan.

LCDR : *La France aussi a des troupes en Afghanistan...*

D.R. : En participant aux actions militaires en Afghanistan, la France poursuit des intérêts qui lui sont propres, et qui restent obscurs. Si je suis loin d'être certain que

cette participation soit effectivement dans l'intérêt de la nation française, je me dis pourtant que les Français, eux, savent bien pour quelles raisons ils envoient leurs soldats et leurs officiers risquer leur vie. Dans tous les cas, nous respectons totalement les décisions de la France.

LCDR : La guerre que les États-Unis mènent actuellement en Afghanistan portera-t-elle un coup ultime au terrorisme international ?

D.R. : La situation en Afghanistan est, à l'heure actuelle, éminemment complexe. On s'est un peu éloigné des objectifs annoncés par les États-Unis au moment de l'invasion de Kaboul, à savoir la lutte contre le terrorisme et la suppression des camps d'entraînement terroristes. D'ailleurs, ces intentions avaient été approuvées à l'époque par la Russie aussi bien que par le Conseil de Sécurité de l'ONU. Cette guerre a aidé la Russie à se débarrasser des groupes terroristes étrangers qui agissaient dans le Caucase du Nord : ils sont tous partis en Afghanistan !

Le problème, c'est que toute guerre a tendance à s'étendre. La lutte que les forces de l'OTAN ont engagée contre les talibans les entraîne actuellement à affronter l'ensemble de la population pachtoune. On sait qu'une bombe qui tombe dans un mariage en Afghanistan pousse une dizaine des hommes présents à rejoindre un camp de talibans.

Actuellement, les Occidentaux n'ont pas le choix. Ils doivent rester en Afghanistan jusqu'à l'achèvement du processus de formation des forces de sécurité locales. L'OTAN quittera l'Afghanistan sans gloire. Ils devront certainement trouver un nouvel ennemi à combattre... Et qui peut garantir que ce ne sera pas la Russie ? Pour justifier son existence, une organisation militaire a besoin d'un ennemi. Je le répète : si l'UE représente pour nous un partenaire fiable avec qui nous pouvons débattre de questions de droit, d'économie ou de société, l'OTAN, a contrario, résiste à toute coopération constructive. Il n'est pas question, pour nous, d'intégrer l'OTAN. Pas plus, d'ailleurs, que de retourner en Afghanistan. Nous avons déjà donné !